

## Le débat Energie / Environnement enfin sur les rails (8 février 2013)

Voilà déjà 3 mois que le débat Energie / Environnement, devenu entre-temps débat sur la transition énergétique, est lancé mais très peu de gens le savent, il est vrai que le début, essentiellement consacré à des questions d'organisation, fut des plus laborieux. Depuis que le travail a commencé pratiquement rien ne transpire <http://www.transition-energetique.gouv.fr>. Alors qu'on nous annonçait un débat *ouvert et citoyen*, la conférence de presse tenue le 24 janvier par le comité de pilotage n'a guère suscité d'écho !

Bien sûr certains diffusent leurs professions de foi, le *think tank* Terra Nova, les Verts notamment qui développent leurs idées sur le thème général du progrès selon eux, à savoir : ni fossiles, ni nucléaire, ni effet de serre...mais la sobriété, l'efficacité et les renouvelables pour trouver enfin le développement durable et pourquoi pas la croissance perpétuelle ? En fait ce qu'ils préconisent, sans le dire clairement, c'est un changement complet de société rendu possible par l'organisation de privations liées à la décroissance volontariste de consommation d'énergie et par la fixation de contraintes sévères touchant la densification de l'habitat, les transports collectifs, le confort, les libertés individuelles, etc.

Ils soulignent que des effets très positifs sont accessibles dès 2020 et qu'à partir de 2050 le nirvana serait atteint mais sans jamais dire à quel prix, individuel et collectif, tout cela serait possible (500 000 logements à rénover par an soit 10 à 15 milliards d'euros/an à trouver pour ne citer qu'un seul exemple). Ils oublient par ailleurs les relations qui existent depuis une centaine d'années entre énergie et électricité d'une part et niveau de vie, santé et espérance de vie, et confort d'autre part que leur projet risque de compromettre. Au total une certaine idéologie, un certain dogmatisme conduisant à des objectifs extrêmement ambitieux et difficilement atteignables.

Il n'est pas question de défendre ici le statu quo et le maintien des gaspillages mais il serait condamnable de laisser croire à l'opinion que la transition énergétique se limite à la réduction de la part du nucléaire en France et à l'arrêt de Fessenheim à bref délai ou que le processus d'évolution radicale de la société puisse se faire en un tournemain et sans troubles sociaux.

Le débat sur la transition énergétique concerne tout ce qui a trait aux relations entre climat et énergie, c'est dire qu'il s'agit d'un sujet global et que la France ne saurait faire abstraction du reste du monde, d'autant qu'à certains égards – une fois n'est pas coutume – sa situation est plutôt enviable.

En premier lieu, il s'agit de mieux contrôler le recours aux énergies fossiles, de développer les énergies renouvelables (ENR), d'améliorer l'efficacité énergétique ou d'augmenter la sobriété. Il ne devrait donc pas s'agir en premier lieu d'éliminer le nucléaire (ou d'en réduire arbitrairement le poids à 50% en 2025, pourquoi 50% ? et pourquoi 2025 ?) alors qu'il produit une électricité fiable et compétitive, sans détrimment pour la santé publique, l'environnement ou le climat.

En pratique, le débat devrait conduire à des mesures en vue

- 1) d'améliorer l'efficacité en améliorant la performance énergétique de l'habitat et en réduisant la consommation dans les transports (gazole, essence, gaz) ;
- 2) de diminuer le recours aux fossiles dans tous les domaines ;
- 3) de développer les renouvelables, sans augmenter pour autant le recours au gaz pour pallier leur intermittence, mais en accroissant les efforts de recherche dans les domaines conditionnant un développement substantiel des ENR (stockage de l'électricité, géothermie, véhicules électriques, biomasse, réseaux intelligents, etc) ;
- 4) de favoriser le recours à l'électricité dont la très grande souplesse d'utilisation permet de gagner beaucoup en efficacité ;

- 5) de préserver l'atout qu'est le nucléaire en France (économie, compétitivité, balance commerciale, ni pollution, ni émission de CO2)

et tout cela sans jamais oublier les aspects économiques.

Sur toutes ces questions on pourra consulter avec intérêt deux documents très bien faits :

- celui de la SFEN présentant en 31 fiches **Le nucléaire, énergie utile pour la France...et pour la planète** : <http://www.sfen.org/FRANCE-2012-La-SFEN-dans-le-debat> et, pour l'ensemble des fiches, [http://www.sfen.org/IMG/pdf/fiches\\_thematiques.pdf](http://www.sfen.org/IMG/pdf/fiches_thematiques.pdf).
- celui de Jean Fluchère présentant en une quarantaine de pages la **Contribution au débat sur la transition énergétique de responsables d'entreprises, d'ingénieurs et de scientifiques** ([à télécharger ici](#)).

On trouvera [ici](#) un **RECUEIL DE FICHES SYNTHETIQUES** pour ceux qui seraient effrayés par 40 pages.

S'appuyant sur des chiffres et des faits, ces documents abordent, sans tabou et sans propagande, tous les sujets relatifs au nucléaire : atouts, contraintes, coûts, durée des installations, leur remplacement mais aussi l'impact sur l'économie nationale, l'emploi, la balance commerciale ou l'environnement sans oublier Fukushima.

**Concernant la centrale de Fessenheim**, les choses sont claires : les deux réacteurs alsaciens seront fermés fin 2016.

Pourquoi ? Comment ? Par quoi seront-ils remplacés (à eux seuls les deux réacteurs ont un potentiel de production du même ordre de grandeur que celui de tout l'éolien français) ? Comment seront indemnisés les propriétaires (EDF et ses partenaires) ? Qu'y gagnera le pays en emplois très qualifiés, en PIB, en balance commerciale, en sûreté d'approvisionnement... ? Rien bien entendu. Les Verts en seront-ils heureux ? Non, ils en voudront plus !

Quoi qu'il en soit la cause est entendue : on ferme, pour toute une série de raisons. La première : c'est une promesse électorale du président, puis parce que c'est la plus vieille centrale, puis parce qu'elle est construite en zone sismique et en zone inondable, que son radier est ridiculement mince, qu'au surplus il convient de lancer la nouvelle filière du démantèlement...peut-être aussi parce qu'il faut faire une offrande sacrificielle aux opposants de tous poils militant depuis une quarantaine d'années contre la centrale, mais cela personne ne le dit !

Une bonne et forte raison aurait été plus convaincante que cette accumulation de fausses bonnes raisons. 30 anciens directeurs de centrales d'EDF ne s'y sont du reste pas trompés quand ils ont lancé, dès le 3 octobre, leur cri du cœur sous forme d'un [Communiqué de presse](#).

Les choses sont bien lancées mais, curieusement, le gouvernement croit nécessaire de réaffirmer, de façon lancinante, sa volonté de fermer la centrale fin 2016. C'est qu'il y a plusieurs *hics* sur le chemin.

1<sup>er</sup> obstacle : l'autorité de sûreté (ASN) a souligné, à plusieurs occasions, que la centrale est sûre et peut être maintenue en service sous réserve du renforcement du radier (du reste en cours de réalisation) du réacteur n°1. Exit par conséquent les raisons de sûreté. On comprend au demeurant parfaitement l'ASN qui craint à juste titre qu'une incursion du politique dans son pré carré ne vienne affaiblir durablement son autorité et son indépendance. L'ASN a par ailleurs souligné qu'elle était attentive à conserver toute latitude pour décider de l'arrêt à tout instant d'un ou plusieurs réacteurs pour des raisons de sûreté et que ceci impliquait que le pays dispose d'une marge significative en matière de production d'électricité alors que c'est le contraire qu'on constate : cette marge se réduit d'année en année.

Autre problème, nommé délégué interministériel chargé de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, Francis Rol-Tanguy, "Monsieur Fessenheim" pour certains et "Terminator" pour d'autres, voit son rôle contesté puisque la CGT a déposé un recours au Conseil d'Etat, arguant que la décision de fermer Fessenheim était *politique et illégitime* et que, *faute d'officialisation de la volonté de fermer, la nomination ne serait pas valable*. La CGT n'est pas isolée, d'autres entités ont lancé des actions dans le même sens.

Enfin, nouveau grain de sable, fin janvier on a appris incidemment que, dans le cadre de l'examen par la cour administrative d'appel de Nancy de la requête présentée par un collectif regroupant diverses entités françaises, allemandes et suisses en vue d'obtenir la mise à l'arrêt définitif de la centrale de Fessenheim, le ministère de l'écologie avait remis un document fournissant de façon argumentée tous les éléments pour rejeter la demande car aucun motif de sûreté ne justifiait une telle mise à l'arrêt ! Il n'en fallait pas plus pour échauffer les esprits des deux camps en présence.

Pour être complet, encore que le feuilleton soit loin d'être terminé, les observateurs ont noté la récente communication des deux ministres concernés (faute d'existence d'un véritable ministère en charge de l'industrie et de l'énergie) sur la création d'un "contrat de filière" associé à la création d'un "fond de modernisation des entreprises nucléaires" dotés de 133 millions d'euros, ce qui rend encore plus incompréhensible l'attitude d'un gouvernement qui poignarde dans le dos l'industrie nucléaire française, dont la valeur ajoutée est assurée par des emplois à 95 % non délocalisables, puis fait du bouche à bouche pour tenter ensuite de la maintenir en vie !...

Bernard Lenail